

7 juin 2011 | *Le Droit*

# Une mère éprouvée

J'ai versé des larmes ce matin à la lecture du titre à la une de l'édition du 3 juin Vivre dans la peur... à l'école. De douloureux souvenirs sont remontés à la surface... Mon enfant a été aussi victime d'intimidation et de violence à l'école primaire. J'en sais quelque chose. Un changement d'école en plein milieu de sa dernière année scolaire, étant donné l'ampleur de l'intimidation subie et les répercussions sur sa santé et son rendement. Le message aux élèves à l'origine du taxage ou de l'intimidation n'est pas assez direct, clair et dissuasif. Il n'y a aucune conséquence vraiment et réellement importante les dissuadant d'agir ainsi. Non, ce n'est pas une réprimande, une retenue ou une suspension qui en viendra à bout. C'est l'adoption et l'application d'une ligne de conduite rigoureuse, c'est « tolérance zéro » (vraiment zéro) et l'expulsion de l'école pour ces élèves après la première récidive, point à la ligne. En milieu de travail, ce n'est pas la victime qui est déplacée, c'est la personne qui agresse qui doit quitter. Et encore faut-il que les autorités et intervenants scolaires cessent de jouer à l'autruche en posant l'étiquette de « sensible » à un élève victime de tels comportements inacceptables ! Il reste beaucoup à faire pour contrer ce phénomène qui est malheureusement en hausse dans nos écoles de quartier. Il faut se mobiliser et forcer un changement radical, en commençant par la sensibilisation de nos enfants à la maison et la sensibilisation des autorités et intervenants scolaires. Il faut aussi des moyens efficaces à l'école pour mettre fin à l'intimidation et au taxage, et ce, dès les premiers signes. Il ne faut pas baisser les bras. Ma chère dame Buzzell, mes pensées vous accompagnent, et surtout, continuez de foncer au nom de votre fille et de tous les autres qui sont victimes de ce fléau. Je me joins à vous dans vos efforts et votre cri du coeur. Suzanne Lagacé  
Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

7 juin 2011 | *Le Droit*

# Comment contrer l'intimidation

Que ce soit à l'école ou ailleurs, il faut prévenir et contrer l'intimidation. On prend trop souvent les comportements intimidants comme des jeux d'enfants alors que leurs impacts sont sérieux et traumatisants. En tant qu'adultes nous avons l'obligation d'intervenir et de faire cesser ces agissements violents. Comme pour tout apprentissage, il faut répéter souvent les mêmes messages, offrir les mêmes outils aux enfants. Il faut les aider en leur apprenant à défendre leurs droits à la sécurité de façon positive. Les enfants qui intimident n'ont souvent pas appris à s'exprimer. Pour eux, la moindre frustration se traduit par des comportements d'agression, d'humiliation. Aidons-les à en avoir d'autres. Ne sous-estimons pas les enfants : encouragés, outillés, ils sont capables de changements. Allons chercher l'expérience d'organismes dont la lutte à l'intimidation est l'un de leur mandat. Parmi ceux-ci, ESPACE OUTAOUAIS intervient dans la région depuis 26 ans. Il outille enfants et adultes d'un même milieu, leur laissant de nombreuses pistes de solution, de prévention. Mes enfants et mes petits-enfants ont participé à des ateliers qui les ont beaucoup aidés. L'intimidation ne cessera que si nous nous impliquons. Parce que les enfants le méritent ! Jenny Crustin

Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

7 juin 2011 | *Le Droit*

# Le rôle des parents d'abord

Je crois fermement que les parents sont à la base de la lutte contre l'intimidation sur la cour d'école. C'est aux parents d'éduquer les enfants et de leur apprendre une base fondamentale de la vie, soit le respect de soi et d'autrui, une valeur en voie de disparition dans la société d'aujourd'hui. Une enfant qui sait se respecter respectera les autres et réduira d'autant les problèmes d'intimidation dans les écoles. Il est temps que les parents arrêtent de se fier aux professeurs pour l'éducation morale de leurs enfants. C'est un travail parental. Le prof est là pour donner l'éducation scolaire, s'assurer que l'enfant s'intègre bien à l'école et faire part de tout problème aux parents. C'est ensuite la responsabilité du parent d'y voir et, si besoin est, de travailler avec un intervenant ou un soutien compétent pour faire face à ces situations. Dans la cour d'école, un peu plus de surveillance, ainsi que la présence d'un surveillant formé pour réagir à genre de situation, aiderait sûrement. Renée Desormeaux,

Alfred

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Mise à jour: 05/06/2011 23:43  
Processus électoral



## Élections combinées au scrutin municipal

(Journal de Québec)

Régys Caron  
Agence QMI

Les commissions scolaires souhaitent convaincre le gouvernement Charest de tenir les prochaines élections scolaires simultanément avec celles des municipalités à l'automne 2013.

:::ENCART::: Alors que les deux associations de municipalités (UMQ et FQM) s'inquiètent, la Fédération des commissions scolaires (FCS) s'active et presse le pas pour faire élire les prochains commissaires en même temps que les élus municipaux le premier dimanche de novembre 2013. Le sujet était au menu du dernier congrès de la FCS tenu il y a une semaine. Des représentants de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick y ont expliqué comment ils organisent les élections scolaires et municipales simultanément dans leurs provinces.



Josée Bouchard ©Agence QMI/Archives

«On nous a démontré qu'il y a une collégialité et que le citoyen s'y retrouve parfaitement», relate la présidente de la FCS, Josée Bouchard. La tenue simultanée des élections municipales et scolaires coûterait entre 72 et 114 millions \$ au trésor public, selon le scénario choisi, estimait le Directeur général des élections dans un rapport remis en 2010.

### Élection reportée

Après avoir reporté sine die la date de la prochaine élection scolaire, qui devait se tenir cet automne, la ministre de l'Éducation s'est fixé comme objectif d'examiner la possibilité de tenir les prochaines élections scolaires et municipales en même temps. Les commissions scolaires estiment que c'est la meilleure solution pour augmenter la participation citoyenne aux élections de leurs commissaires et ainsi leur procurer la légitimité qui leur fait défaut. Le taux de participation aux dernières élections scolaires en 2007 fut de 8 %. Dans les municipalités, la participation des électeurs dépasse les 50 %, particulièrement en milieu urbain.

«Je comprends le problème de légitimité des commissions scolaires, mais je ne veux pas qu'on se cache derrière les élections municipales pour augmenter la participation aux élections scolaires, objecte Bernard Généreux, président de la Fédération des municipalités du Québec. Ça ne passe pas la rampe, on connaît mal la complexité que ça peut supposer. Les cartes électorales ne sont pas les mêmes. Est-ce que ce sera à nous d'organiser les élections simultanées.»

### Frileux

«Je comprends le milieu municipal d'être frileux, même d'être inquiet», acquiesce Josée Bouchard. La présidente signale que dans un sondage mené en 2009, 87 % des répondants étaient en faveur des élections simultanées.

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp prévoit convier les milieux scolaire et municipal à un forum sur la démocratie scolaire à l'automne. «On n'est même pas invité à ça, soupire Bernard Généreux. Ne nous faites pas la surprise de décréter les élections simultanées en 2013», prévient-il à l'endroit du gouvernement.

7 juin 2011 | Le Droit | JOËL-JOËL-DENISDENISBELLAVANCE BELLAVANCE

# Une copie conforme... et quelques ajouts

LaLaPresse Presse

Le ministre des Finances Jim Flaherty prévoit un retour aux budgets équilibrés dès 2014-2015 après six ans d'encre rouge à Ottawa. Et il table sur un surplus de 3,7 milliards de dollars durant le premier exercice financier une fois que le déficit aura été éliminé, et de 8,2 milliards durant l'exercice financier suivant.



LA PRESSE CANADIENNE

## Le ministre des Finances Jim Flaherty

---

M. Flaherty a déposé, hier, un budget de 281,4 milliards de dollars qui est fidèle au plan budgétaire du 22 mars et qui respecte aussi les engagements formulés par les conservateurs durant la dernière campagne électorale.

Ainsi, le déficit sera éliminé un an plus tôt que prévu dans le dernier budget, le Québec obtiendra les 2,2 milliards de dollars qu'il réclame depuis les années 1990 pour avoir harmonisé la TPS et la TVQ et les subventions de l'État aux partis politiques, qui totalisent 27 millions de dollars par année, seront graduellement abolies d'ici à 2015-2016.

Le budget du 22 mars n'avait pu être adopté avant la chute du gouvernement Harper, minoritaire à ce moment-là. Forts d'une confortable majorité aux Communes depuis les élections du 2 mai, les conservateurs pourront maintenant l'adopter à toute vapeur.

Dans la dernière mouture de son budget, le ministre Flaherty confirme que le déficit du dernier exercice financier, qui a pris fin le 31 mars, sera de 4,3 milliards de dollars de moins que prévu il y a deux mois, soit 36,2 milliards en tout. Ottawa a donc touché une manne qui témoigne de la vigueur de l'économie canadienne lors du dernier trimestre (+3,9 %) malgré les mauvaises nouvelles économiques en provenance de l'étranger, en particulier des États-Unis, de l'Europe et du Japon.

« Cette mise à jour du budget de 2011 montre donc que le gouvernement est sur la bonne voie pour éliminer le déficit fédéral. Selon les prévisions financières mises à jour, le gouvernement fédéral devrait afficher un excédent d'ici 2015-2016 », peut-on lire dans le budget du ministre Flaherty.

Ce faisant, le Canada sera, avec l'Allemagne, l'un des deux pays du G7 à revenir à l'équilibre budgétaire d'ici à 2016.

Dette et impôts

Le gouvernement Harper promet d'utiliser la nouvelle marge de manoeuvre financière pour rembourser la dette accumulée qui atteindra 614,5 milliards en 2014-2015, une augmentation de 157 milliards en six ans ou encore pour investir dans « les priorités des Canadiens, notamment la réduction des impôts pour les familles ».

Le gouvernement Harper compte réduire les dépenses de l'appareil de l'État de 11 milliards en tout au cours des quatre prochaines années, soit 1 milliard en 2012-2013, 2 milliards en 2013-2014 et 4 milliards au cours des deux exercices financiers suivants.

Le défi de Tony Clement

Le président du Conseil du Trésor, Tony Clement, a eu le mandat d'établir les économies jugées nécessaires au retour à l'équilibre budgétaire au cours des 12 prochains mois.

Le ministre Flaherty maintient par ailleurs un saupoudrage de 2,3 milliards de dollars en nouvelles dépenses en 2011-2012, comme il l'avait annoncé dans son plan budgétaire du 22 mars.

Ainsi, M. Flaherty va bonifier le supplément de revenu garanti pour les aînés les plus démunis à partir du 1er juillet. Cette mesure permettra à certaines personnes âgées vivant seules de toucher 600 \$ de plus par année tandis que les couples obtiendront 840 \$. À elle seule, cette mesure coûtera 300 millions par année. M. Flaherty reconduit pour une autre année le programme de rénovations domiciliaires écoÉNERGIE une dépense de 400 millions.

Le gouvernement Harper crée un nouveau crédit d'impôt non remboursable de 15 % applicable à une somme de 2000 \$ pour les aidants naturels qui s'occupent d'un proche malade. Cette mesure coûtera 40 millions cette année et 160 millions l'an prochain.

Il offre aussi d'effacer les prêts étudiants jusqu'à concurrence de 40 000 \$ pour les nouveaux médecins de famille et 20 000 \$ pour les infirmiers qui acceptent de s'établir dans les régions rurales, où les services de soins de santé sont parfois inadéquats.

Le ministre va aussi de l'avant avec une panoplie de nouveaux crédits d'impôt. Les pompiers volontaires se verront offrir un crédit d'impôt de 3000 \$ s'ils font au moins 200 heures de service. Les parents qui inscrivent leurs enfants à des activités artistiques pourront obtenir un crédit d'impôt de 15 % sur une somme maximale de 500 \$.

Pour encourager la création d'emplois, Ottawa offre un crédit temporaire à l'embauche pour les petites entreprises, « pierre d'assise de l'économie canadienne ».

Avec Hugo De Grandpré

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 7 Jun 2011 | Ottawa Citizen | BY MARK KENNEDY | POSTMEDIA NEWS

# No surprises in Tory budget 1

Finance Minister Jim Flaherty focuses on tax breaks with fiscal blueprint virtually identical to March offering

---

*'It's not a document that is intended for all Canadians. It's just intended for a few Canadians, and for people who have some money. And, for people who don't have any money, you are out of luck.'*  
BOB RAE, above, Liberal leader

---

The Harper government has delivered Round Two of a 2011 budget that again promises tax breaks for families, increased benefits for poor seniors and incentives for small businesses that want to create jobs.



CHRIS WATTIE, REUTERS

**Finance minister Jim Flaherty gives the thumbs-up Monday before delivering his budget, which signalled the government intends to slash government spending by five per cent.**

---

The governing Conservatives are also making good on a pledge that emerged during the election campaign: to gradually end the \$27-million public subsidy that goes into the coffers of political parties every year.

As well, the Tories are setting aside \$2.2 billion to give to Quebec, on the assumption there will be a federal-provincial deal by mid-September on harmonization of sales taxes.

The government also has signalled it will slash government spending by five per cent — \$4 billion annually — as part of a review that could be politically contentious as programs popular with some Canadians are cancelled.

Finance Minister Jim Flaherty tabled the budget in the House of Commons on Monday afternoon as more than 300 freshly elected MPs watched from their seats in the new Parliament.

Within minutes, opposition parties were panning the document for lacking creative solutions to job creation, health care, the pension system and climate change. As well, Flaherty was blasted for allegedly “hiding” plans he already has in store to cut programs on which Canadians rely.

As expected, the fiscal blueprint is virtually identical to the March 22 budget that was tabled in the last minority Parliament.

Flaherty continues to put the emphasis on economic stability and low taxes, with a sprinkling of promises that were unveiled nearly three months ago and reannounced throughout the spring election campaign.

The big political difference is that, following the May 2 election that gave Prime Minister Stephen Harper a majority, the governing Tories have enough votes to assure passage of the budget in the coming weeks.

“As I said in this House less than three months ago, implementing the next phase of Canada’s Economic Action Plan will preserve Canada’s advantage in the global economy, strengthen the financial security of Canadian workers, seniors and families and provide the stability necessary to secure our recovery in an uncertain world,” Flaherty told MPs.

“It is my hope that the members of this House will now move quickly to implement this job-creating plan.”

Flaherty added that MPs who supported the budget would “echo the most essential endorsement of all: the backing of Canadians themselves.”

NDP leader Jack Layton said the budget was a major disappointment.

“It’s not a budget that addresses the urgent needs of families right now for job creation,” Layton said. “They’re pinning all their hopes on more tax cuts for banks, but the evidence is very clear that we need much more proactive action to create jobs.”

He said the budget contained no “significant action” to help the five million Canadians looking for family doctors or the many Canadians yearning for more retirement security.

Liberal leader Bob Rae called it a “groundhog budget” because it resembled the March budget. He said the budget offered nothing for people in poverty and lacked a credible deficit reduction plan.

“It’s not a document that is intended for all Canadians. It’s just intended for a few Canadians, and for people who have some money. And, for people who don’t have any money, you are out of luck.”

Indeed, the budget was strikingly similar to the one tabled in March. It bears the same title: “A Low-Tax Plan for Jobs and Growth” and the cover uses the same artwork, with the new date as the only difference.

Inside the 374-page document, Flaherty highlighted the relatively few additions or amendments by using blue text instead of the normal black ink.

Among the differences are the projected deficit figures because the fiscal outlook has been updated. Flaherty says the deficit has fallen from \$40.5 billion to \$36.2 billion in 2010-11.

However, it is projected to increase from \$29.6 billion to \$32.3 billion in 2011-12.

Flaherty says the government remains on track to eliminate the deficit.

Already, however, Flaherty is facing questions about how the government will accelerate its deficit-reduction plans without sparking a storm of outrage among voters.

In the March budget, Flaherty promised to eliminate the deficit by 2015-16, with a \$4.2-billion deficit that year.

At the time, he said the Conservatives would also launch a review of roughly \$80 billion in program spending, with a goal of achieving at least \$4 billion in annual savings by 2014-15.

During the election campaign, the Tories committed in their platform to eliminating the deficit a year earlier — by 2014-15 — if re-elected.

Flaherty is more cautious. He does promise the government will produce a surplus by 2014-15. That, however, wasn’t recorded Monday in his budget’s tables, which stick with the 2015-16 projection.

He told a news conference he could not do this until the money was identified in the program spending review being led by Treasury Board President Tony Clement. Still, he said he is determined that the government will find the savings and they will be recorded in the 2012 budget.

As was the case with the March budget, this one does not contain massive tax or spending initiatives.

However, the many promises outlined in the first budget remain on the Tories’ policy agenda. ■ The



government will bolster the Guaranteed Income Supplement, which low-income seniors use to supplement Old-Age-Security payments: a “top-up” benefit of up to \$600 annually for single seniors, and \$840 for couples. This will cost the treasury more than \$300 million a year — still far short of the \$700-million boost the NDP had been demanding in the March budget. ■ There will also be a program for older workers to receive training so they can change careers. ■ Small businesses will be provided a “temporary Hiring Credit” to encourage them to hire extra workers. ■ A tax credit will be available for family members who act as caregivers for relatives who experience mental or physical illness. ■ Families with children who attend music camp or take art lessons will be eligible for a “children’s art tax credit” of up to \$500 per child. ■ Volunteer firefighters who perform at least 200 hours of service to their communities in one year will also receive a tax credit of up to \$450. ■ People who want to make their homes more energy efficient will have access to a tax credit thanks to an extension of the ecoENERGY retrofit program. ■ Rural doctors and nurses burdened down by student loans will also receive funding. To attract more health care workers to rural and remote communities, the government will forgive up to \$40,000 in student loans for new family physicians and up to \$20,000 for nurse practitioners and nurses.



There are also funds set aside for repairs to Montreal bridges, construction of an all-season road in the Arctic, repairs to storm-damaged small-craft harbours, upgraded baggage-screening equipment at airports, improvements to the country’s weather forecast services and to disease control in the hog industry.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

## Ottawa prof to be sent to France to face terror charges

FIRST POSTED: MONDAY, JUNE 6, 2011 10:31:23 EDT AM



Hassan Diab, accused in the fatal bombing of a Paris synagogue, has been ordered extradited from Canada to France to face charges in the attack. (Ottawa Sun file photo)

A "weak case" is enough to have Hassan Diab extradited to France, where he will face charges related to the deadly 1980 bombing of a Paris synagogue, a judge ruled Monday.

Diab, on bail for most of the rancorous, 2 1/2-year proceedings, was ordered taken into custody by Judge Robert Maranger to disappointed murmurs from the packed gallery.

"I conclude that the Republic of France has submitted a weak case where conviction seems unlikely," Maranger said in an oral summary.

The test for an extradition case, however, is whether France has offered evidence "upon which a reasonable jury, properly instructed, could convict," Maranger wrote in his 79-page decision.

France met that low hurdle.

"The evidence that tips the scale in favour of committal is the handwriting comparison evidence," Maranger wrote.

The handwriting evidence purports to show that Diab was Alexander Panadriyu, who printed five words on a hotel registration card during a Sept. 22-23, 1980 stay.

Panadriyu also bought a motorcycle, slept with a hooker, packed the motorcycle with explosives and then set them to blow up outside the Rue Copernic synagogue on Oct. 3.

Four people died and over forty were injured. Diab faces counts of murder, attempted murder and damage to property.

Under extradition law, French evidence is assumed to be reliable — including the handwriting comparison evidence.

That infamous French report was savaged first by defence experts and then by Maranger himself, who called its conclusions “suspect.”

Two earlier reports were withdrawn after it was revealed they had compared the hotel card to writing samples that did not belong to Diab.

Maranger ruled in February that defence lawyer Donald Bayne had not met the exacting standard of “manifest unreliability” — defined by Maranger as an “extreme point” — because the third report’s author had a resume suggesting she was qualified.

The report stayed in.

Experts in French law had also attested to the likely hostile reception a French court would give defence evidence — particularly defence handwriting experts.

French authorities allege Diab entered France with false papers, acting as part of a hit team for the Popular Front for the Liberation of Palestine.

French evidence “offer(s) some proof” that Diab was a member at the time of the bombing, Maranger wrote.

But France provided no evidence that the group was responsible for the bombing, he said.

Diab is appealing Monday’s decision and will be seeking bail from the Court of Appeal for Ontario as early as Thursday.

Maranger will prepare a report for Justice Minister Robert Nicholson, who bears ultimate responsibility for Diab’s fate.

“It is presupposed, based on our treaty with France, that they will conduct a fair trial, and that justice will be done,” Maranger said. “This decision stands for that proposition — nothing more, nothing less.”

## Schools to stay open on voting day

By [Antonella Artuso](#), Queen's Park Bureau Chief

FIRST POSTED: MONDAY, JUNE 6, 2011 6:18:34 EDT PM

0Share

The Dalton McGuinty government has turned down a request from an Ontario municipality to let kids out of class on municipal election days.

Oshawa City Council decided in April to ask Ontario's education ministry to declare voting days as professional activity days.

Mike Feenstra, a spokesperson for Education Minister Leona Dombrowsky, said the minister is aware of the Oshawa request.

"We have not issued instructions for school boards to have PD

days on election days and are not planning to do so," Feenstra says in an e-mail.

The Oshawa resolution notes that schools are required to set aside space for voting free of charge when asked to do so by a municipality.

"School boards are requesting municipalities provide security at schools being used on voting day to ensure the safety of students throughout the school when only a small portion of the school is being used... Concerns regarding student safety at the school during voting hours can be eliminated if the students are not in the school on voting day," says Oshawa council's motion.

Oshawa sent its notice to other municipalities across the province asking for their support in making the case to the education minister.

The Township of Perth East, which includes Milverton north of Stratford, has endorsed the call. The City of Kawartha Lakes voted to take no action on Oshawa's request.

Brantford Council considered the matter last month and voted to back Oshawa's resolution, and further request that provincial and federal elections also be deemed PA days.

*Article rank* | 7 Jun 2011 | *Ottawa Citizen*

# Soccer parking

Beware the lack of enough parking spaces around Ottawa soccer fields.

Young families of Ottawa, do register your children in sports activities, do attend their games to encourage them, but don't expect the City of Ottawa to be on your side.

On June 3, the first soccer game of the season was held for many teams. It was such a beautiful evening, full of fun and good cheer, but it became marred by the passage of the "bogeyman" of Ottawa happily handing out parking tickets as gifts to its citizens — not cheap either: \$65. The parking lot beside Millennium Park in Orléans is too small for the huge number of soccer teams on the field, so some cars inevitably had landed on the grass. I wonder how much money the city brought in that evening in all its parks? An invitation is extended to Mayor Jim Watson to visit Millennium Park next Friday and check out the problem first hand.

irene regimBaLD,  
Orléans

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.